

Éléments de synthèse proposés par les animateurs / experts :

Sujet complexe, beaucoup de questions sans réponse (coût pour les collectivités locales, définition du prix acceptable pour le consommateur, ...), à commencer par la définition de la notion d'économie locale et de circuit court

Importance du thème économie locale et circuits courts dans le développement durable, y compris dans la dimension sociale et culturelle

Nécessité de construire un, ou plutôt des projets de territoire favorisant la cohabitation des différents acteurs

Principe de subsidiarité à favoriser

Légitimité de l'intervention des pouvoirs publics, de manière cohérente

Règles de marchés publics et normes de production à rendre plus favorables aux petits producteurs.

Rôle à jouer des collectivités notamment sur :

- l'installation des jeunes agriculteurs : gestion du foncier

- la restauration collective de qualité: achat de denrées en grands volumes et éducation des futurs consommateurs

Question spécifique de la ville et du péri-urbain : foncier, coexistence agricole-urbain, approvisionnement des populations...

Contexte de l'atelier :

60 participants, 40 interventions en salle, 30 questions d'intervenants.

Points forts identifiés :

- attache à des valeurs et la qualité de vie sur un territoire
- engagement formel des acteurs (charte)
- objectifs partagés par les différents acteurs (gagnant-gagnant) : producteurs-distributeurs-consommateurs
- pouvoir de décision et marge de manœuvre des acteurs locaux du projet
- complémentarité et démultiplication des compétences et savoir-faire
- regroupement de l'offre - taille critique adaptée à la demande et à la viabilité des outils de transformation
- initiative des producteurs, effet levier du distributeur
- regain d'intérêt pour la qualité alimentaire dans un contexte de crise alimentaire
- importance des financements européens et de leurs cofinancements nationaux

.../...

Freins identifiés :

- ignorance du consommateur, parfois désintérêt,
- les producteurs se satisfont de démarches individuelles, difficulté d'organisation collective, notamment pour répondre à la restauration collective
- les cuisines centrales et cuisines collectives ne sont plus équipées pour traiter des produits frais, disparition des outils et savoir-faire
- amalgame entre productions Bio et proximité : la certification Bio est trop favorisée par rapport au conventionnel-traditionnel en circuits courts
- le poids du foncier : problème d'accès au foncier pour les porteurs de projets, rétention foncière par rapport à des projets innovants ou alternatifs
- la bonne dimension territoriale n'est pas évidente à trouver
- manque d'équité entre territoires concernant la capacité à construire et porter les projets
- poids des normes et des contraintes administratives, trop lourdes pour les petits producteurs et projets

Leviers identifiés pour généraliser les solutions :

- mise en réseau des acteurs et échanges de bonnes pratiques
- formation des acteurs
- coopération entre territoires (différence entre circuit « de proximité » et circuit « court » qui peut couvrir une distance importante mais reste « court » dans la mesure où il concerne peu d'intermédiaires)
- poids des consommateurs dans l'acte d'achat (produits éco-responsables) et l'acte de vote (élus éco-responsables)
- rôle important des collectivités : accompagnement financier des démarches et des associations, achats publics en volumes conséquents, accessibilité des marchés (division et nature des lots...), possibilités d'intervention directe (achat foncier, production en régie...) – utilité d'un état des lieux national des actions innovantes
- les fonds publics pourraient compenser le surcoût des produits de qualité, qui ne sont pas accessibles à tous les consommateurs
- l'installation des jeunes agriculteurs en garantissant une retraite décente aux propriétaires afin de favoriser les reprises

Propositions des collectivités et acteurs locaux en perspective de Rio+20 :

.../...

Page 2 sur 3

- préconiser l'économie locale et les circuits courts pour leur dimension de lien social (projets partagés, prix consentis, échange – communication – transparence)
- considérer la culture comme partie intégrante de l'économie locale : équité d'accès à la culture pour les populations, levier de projets relevant des différentes thématiques du développement durable
- éduquer les consommateurs avec plus de transparence (exemple de l'école de la consommation des Paysans des Baronnies), maîtriser l'information (contenu et éthique de la publicité)

Verbatim :

De la salle :

« Entre producteurs et consommateurs, on a créé un "Mur de Berlin" avec la grande distribution et la publicité. Il faut recréer le lien »

« Chaque projet est difficilement reproductible, dépendant des particularités locales et surtout des hommes en place »

« L'économie locale, c'est une histoire de rencontres, d'individus et de travail collectif »

et des internautes :

« Pourquoi oppose-t-on le retour de l'économie locale à l'économie du libre-échange ? »

« Le consommateur cherche-t-il vraiment à s'informer ? »

« La part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages continue de baisser. La question du prix est au cœur du sujet. »

.../...

Page 3 sur 3